

lion annuellement. Il suffit d'un simple calcul arithmétique pour établir que notre tâche est de beaucoup plus ardue que celle de nos voisins. Si l'honorable premier ministre me permet de lui donner un conseil, il s'inquiétera moins de pousser des pointes à l'honorable chef de l'opposition et s'appliquera davantage à la tâche qui lui incombe comme premier ministre de ce pays, de manière à rendre un réel service au Parlement et au Canada.

Je ne m'attarderai pas à passer en revue toutes les questions soulevées par mon honorable ami (M. McGiverin) qui a proposé l'adresse et j'arrive immédiatement aux remarques de l'honorable premier ministre dont je désire relever quelques-unes. L'honorable chef de l'opposition a parlé, en termes éloquents et pondérés, à mon sens, d'une des grandes difficultés que nous avons à surmonter et qui consiste à établir l'unité d'aspiration et la concorde entre les différentes parties et les intérêts divers de ce vaste pays.

Les pères de la Confédération avaient une tâche difficile à remplir quand ils ont entrepris d'amener une union tangible et réelle entre les quatre anciennes provinces si étrangères et si éloignées les unes des autres. La tâche devint plus difficile encore, après l'annexion de ce territoire déjà si vaste, des immenses régions qui font maintenant partie de la Confédération. Ces nouveaux territoires sont séparés des autres provinces par des centaines de milles de région qui encore aujourd'hui nous paraissent arides et stériles. Peut-être un jour nous découvrirons des richesses précieuses dans ces régions. Mais à l'heure présente, nous sommes en présence des désavantages si bien exposés par le chef de l'opposition.

Il y a loin de la Colombie-Anglaise à Sydney et la population entre ces deux points est clairsemée; tant que le pays ne sera pas plus peuplé, que les moyens de transport de la production dans les différentes provinces n'auront pas réussi à amener l'union et une communauté d'aspiration, chaque province devra s'imposer des sacrifices et supporter une part du fardeau. Chaque partie, individuellement, pourrait désirer échapper à sa part de sacrifice, mais cela n'est pas possible si nous voulons devenir un pays uni et une grande nation. Il n'y a pas de pire ennemi de ce pays que celui qui en vue d'un avantage politique, cherche à soulever une partie du pays contre une autre...

Plusieurs DEPUTES: Très bien, très bien.

L'hon. M. FOSTER: Je constate avec plaisir l'unanime approbation que rencontre cette proposition. Je ne vois pas comment il pourrait en être autrement, mais le silence eut été une approbation tout au-

tant que ces applaudissements auxquels je ne m'attendais pas.

D'un autre côté, l'ami le plus sincère de ce pays est celui qui prendra pour règle invariable d'amener l'harmonie et l'union entre les diverses provinces, qui consacra ses jours et ses nuits à l'application de cette règle, qui y travaillera avec abnégation et dévouement, en vue de la grandeur, de la prospérité et du progrès futurs, dût-il avoir les épaules meurtries et ployer sous le fardeau.

Les remarques de l'honorable chef de l'opposition étaient faites dans cet esprit et j'aurais aimé les voir mieux appréciées par l'honorable premier ministre. Mais il se contente de répondre à mon honorable ami: Il est vrai que nous avons été quinze ans au pouvoir, mais vous êtes dans l'opposition depuis quinze ans et qu'avez-vous fait pour calmer les animosités entre l'Est et l'Ouest?

Cette réponse est ou pertinente ou non pertinente, et en la faisant l'honorable premier ministre se tournait vers ses partisans et semblait leur demander, à eux des hommes raisonnables, d'accepter cette réponse comme un argument plausible.

Vous, chef de l'opposition, qui occupez ce poste depuis quinze ans, qu'avez-vous fait pour améliorer la situation? L'honorable premier ministre croit-il sincèrement que c'est là une réponse pertinente? Suppose-t-il que l'opposition, impuissante à faire voter une seule loi, incapable d'inaugurer une seule réforme, dont le rôle se borne à protester et à conseiller mérite ce reproche, quand lui qui est à la tête des affaires depuis quinze ans, n'a rien fait ou presque rien pour rendre la position meilleure.

L'honorable chef de l'opposition et ses partisans ont lutté pour établir dans le Nord-Ouest des provinces libres d'entraves, avec toutes les prérogatives que possèdent les autres provinces et que leur garantit l'acte de l'Amérique britannique du Nord. Qui a imposé des entraves à ces provinces, qui a voulu que ces entraves fussent perpétuelles? C'est l'honorable premier ministre. Le chef de l'opposition et ses partisans, quand il fut question d'ériger ces nouvelles provinces avec des ressources restreintes, ont fait tout en leur pouvoir pour leur assurer les conditions les plus favorables. L'honorable chef de l'opposition et ses partisans de la gauche ont demandé pour ces provinces la possession des grandes richesses naturelles qui leur appartenaient légalement et géographiquement. Si elles n'ont pas eu la libre disposition de leurs terres, de leurs forêts, de leurs autres richesses naturelles, c'est que le chef du Gouvernement ne l'a pas voulu. A cette époque une troupe d'exploiteurs, de spéculateurs opérait dans ces régions pour le plus grand bien du pays en général et de ces provinces en particulier.